

Reportage. Sebta: une ville en crise

30.01.2020 | Reportage. Sebta: une ville en crise

La lutte contre la contrebande dans le nord touche Sebta en plein cœur. Asphyxiés, les commerçants qui inondaient le nord du Maroc de toutes sortes de marchandises baissent le rideau les uns après les autres. Reportage.

Sebta. 28 janvier. A quelques encâblures de la douane, près de deux cent hangars forment de longues files qui s'étendent à perte de vue. Il y a encore cinq mois, ce haut lieu de produits détaxés proposait toutes sortes de marchandises : denrées alimentaires, produits électroménagers, pneus, couvertures, vêtements, cigarettes, alcool... Le tout à des prix défiant toute concurrence.

Des tonnes de marchandises quittaient ainsi quotidiennement la ville en direction du nord marocain. Des marchandises qui inondaient tout le nord du Maroc et au-delà au grand dam de l'économie de la région. « Du commerce atypique'', l'appellent pudiquement les habitants de Sebta. Plutôt de la contrebande qui représente annuellement entre 6 et 8 milliards de dirhams, selon les estimations du DG de la douane Nabyl Lakhdar.

Mais, depuis la fermeture du poste frontière Tarajal II en octobre dernier, cela appartient au passé. Désormais, ces longs couloirs sont déserts et les hangars, vidés de leurs occupants, sont fermés pour la quasi-totalité. Se sachant condamnés au même sort, les quelques « rescapés'' ne tarderont pas à jeter l'éponge à leur tour.

« J'ai licencié mes employés en attendant de fermer. Je ne vends quasiment plus rien, c'est même pas 2 % de ce que je faisais comme chiffre d'affaires. A quoi bon continuer à payer un loyer de plus de 1.000 euros et les autres charges si je ne vends rien'', se désole un des patrons dont les produits textiles s'écoulaient en grande quantité, avant la fermeture de Bab Sebta.



« Beaucoup ont vu leurs produits périmer dans leurs hangars, perdant beaucoup d'argent sans même pouvoir écouler leurs stocks. On a manifesté, mais on nous dit que c'est le Maroc qui a décidé de la fermeture'', lance notre interlocuteur en tirant nerveusement sur sa cigarette. Ayant reçu la consigne de mettre un terme à la contrebande, fut-elle « vivrière'', les douaniers appliquent des méthodes de contrôle très strictes. La semaine dernière, la fouille d'un véhicule a permis la saisie d'une grande quantité de fromages bien dissimulés dans la voiture.

« C'est la crise''

Le poumon économique de Sebta asphyxié, la population, qui ploie déjà sous le poids du chômage (plus de 27 % selon les chiffres officiels), est frappée de plein fouet par la crise. Le mot revient en boucle dans tous les entretiens : « C'est la crise'' ». « L'activité a énormément baissé depuis quelques mois. Franchement, je ne sais pas pourquoi le Maroc a fermé Tarajal II. Peut-être que c'est parce que le port de Tanger marche bien maintenant... En tout cas, tout le monde, les gens de Sebta comme les Marocains du nord, y trouvaient leur compte'', s'exclame le gérant d'un restaurant en plein centre.

« Les taxis travaillaient surtout grâce au Marocains parce que les Espagnols se déplacent généralement en voiture ou en bus. Imaginez l'impact sur mon activité'', fait remarquer le chauffeur d'un taxi marocain. « A part les fonctionnaires, tout le monde est touché directement par la crise. Je pense que les gens vont commencer à quitter la ville pour aller en Espagne. Si je n'avais pas de la famille à Fnideq, je serais parti vu que j'ai la nationalité espagnole. Là-bas, j'aurais au moins droit à des allocations pendant deux ans, le temps que je trouve un travail'', poursuit notre interlocuteur.

Sebta est-elle si tributaire de son commerce ''atypique'' ? Une étude présentée par la Chambre de commerce locale en 2016 le démontre, chiffres à l'appui : 70% des entreprises de la ville autonome ont des clients marocains (88% pour les entreprises situées autour du port), ce qui montre la forte dépendance du commerce aux clients marocains, avait souligné la responsable de l'étude, Francisca Herranz, non sans préciser « qu'un grand nombre d'entreprises locales ne pourraient pas survivre si elles venaient à perdre cette clientèle'', soulignait le journal La Verdad de Ceuta, citant la responsable. Autre chiffre éloquent : pour 29,4% des commerçants de détail, 40% du chiffre d'affaires provient de

la clientèle marocaine. Confiants, 40 % des commerçants promettaient aussi d'augmenter leurs effectifs.

Perspective qui, d'ailleurs, réjouissait le président de Sebta, Juan Vivas, qui regrettait seulement que le trafic ne soit pas suffisamment fluide à Tarajal et que les prix des ferries soient chers, un handicap pour la connectivité de la ville autonome à l'Espagne.

« Je me souviens qu'il y avait, il y a longtemps, une chocolaterie, une activité industrielle de sucre, on fabriquait même de l'alcool. Toutes ces usines ont quitté la ville pour aller s'installer ailleurs en Espagne. Il n'y a plus rien'', regrette un septuagénaire. Forte de cette contrebande qui représente près de 20 % de son PIB, la ville de 78.000 habitants se reposait sur ses lauriers.

Les autorités dans le désarroi

Acculées, les autorités locales multiplient les appels au secours à l'endroit de Madrid. « Nous devons avoir une relation de bon voisinage, d'amitié, mais ne pas dépendre du Maroc pour tout ce qui est stratégique pour la ville, en particulier notre avenir économique'', disait récemment, Juan Vivas qui préside aux destinées de Sebta depuis près de 20 ans, regrettant que Maroc ait « coupé unilatéralement le commerce transfrontalier''.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que ce commerce frontalier s'appelle « contrebande'', un phénomène longtemps toléré par

le Maroc au mépris du bon sens. En asphyxiant son économie. « Il n'y a que deux solutions : continuer à vivre avec ce phénomène avec tout le mal que cela engendre à notre économie, comme on l'a fait pendant des années, donc détruire des emplois chez nous, ou bien dire que la contrebande est une infraction et il faut l'arrêter », nous expliquait en novembre Nabyl Lakhdar.

Les autorités marocaines ont fait le choix de l'arrêter, « le problème n'ayant que trop duré ». “Il y a un travail et une réflexion menés notamment avec la société civile pour trouver une alternative pour ces gens. Cela peut être des projets dans le cadre de l'INDH ou dans le cadre d'un encouragement qui incitera des entreprises à s'installer dans la région. Ce travail est en cours. Ce qui est positif, c'est que ça se fait avec concertation et avec une volonté de toutes les parties de réduire de manière significative cette contrebande, à défaut d'en venir à bout”, poursuivait le DG de la douane. Voilà l'équation à résoudre pour le Maroc.

Source

: <https://www.medias24.com/reportage-sebt-a-une-ville-en-crise-7262.html>

Bilal Mousjid